



RICHARD COOPER

Professor of International Economics at Harvard University

PARK In-kook, président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Notre prochain intervenant est le professeur Richard Cooper, qui est professeur à l'Université Harvard depuis 1981 et a été le président du National Intelligence Council ainsi que président de la banque de la Réserve fédérale de Boston. Il a travaillé au plus haut niveau avec les plus hauts fonctionnaires comme le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques et à la Dette et le secrétaire d'Etat aux Affaires monétaires et internationales.

Richard COOPER, professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

J'ai pour mission cet après-midi de vous parler des perspectives de croissance de la Chine et c'est ce que je vais faire. Cependant, étant le seul Américain du panel, je tiens à dire que j'adhère entièrement aux propos du professeur Jia concernant le potentiel et la réalité actuelle des relations sino-américaines. Je pense qu'il existe un très fort potentiel de coopération, mais rien ne se fera sans la volonté et le savoir-faire politiques de Pékin et Washington. Cette coopération se concrétise actuellement dans certains domaines, et l'avenir offrira de nombreuses possibilités.

Pourquoi alors avons-nous l'impression inverse ? J'espère que des journalistes occidentaux sont présents dans la salle. Les journalistes américains – mais aussi de nombreux journalistes européens – utilisent la métaphore sportive pour commenter les affaires publiques. C'est l'Equipe A contre l'Equipe B et la question est de savoir qui est en tête à un instant T et qui sera le gagnant et le perdant ? C'est incontestablement la mauvaise métaphore pour les relations internationales. Il est inutile de rappeler ici les nombreux problèmes non résolus dans le monde et, comme l'a souligné Jia, il existe dans le cadre des relations sino-américaines nombre de domaines de coopération potentiellement fructueux. A nous de faire en sorte qu'ils débouchent sur du concret. La métaphore sportive n'a nullement sa place ici ; on doit parler de potentiel à somme positive et non à somme nulle. Cependant, la télévision et la presse nous bombardent d'informations sur les problèmes du monde et présentent les acteurs en termes de gagnant et de perdant. Nous avons donc la mauvaise métaphore en tête lorsque nous pensons aux relations internationales.

Concernant l'AIIB, je voudrais juste dire que l'administration Obama a tout simplement commis une bourde. Je ne vois pas comment dire les choses autrement, et Washington en a conscience. Cela a été très mal géré. J'ai pris part il y a de nombreuses années à la création de la Banque asiatique de développement et la situation était analogue. Nous avons en pays qui connaissait une croissance rapide : le Japon. Au début, il était très pauvre, puis il est devenu de plus en plus riche. La question était de savoir comment engager l'argent japonais dans des initiatives internationales constructives. Compte tenu des circonstances – je n'entrerai pas dans le détail – il n'y avait pas moyen d'obtenir des fonds japonais supplémentaires pour la Banque mondiale. Nous avons donc eu l'idée de la Banque asiatique de développement, centrée sur la région asiatique mais ouverte à tous les pays du monde. Je considère l'AIIB comme une initiative très positive de la Chine et il me semble que nous devrions avoir la sagesse de mettre à profit cette initiative chinoise. Ce qu'aucun responsable gouvernemental ne peut dire, mais moi je le peux, c'est que la Banque mondiale a instauré une certaine forme de monopole au fil des ans, et un peu de concurrence ne peut pas faire de mal. Dans l'économie tout comme dans les organisations internationales, une certaine concurrence est souhaitable.

Je pense donc que l'administration Obama a fait une erreur mais qu'elle est en train de rectifier le tir. Je dois également ajouter, je suppose, que vu la situation politique dysfonctionnelle à Washington, il y a peu de chance que les Etats-Unis adhèrent à l'AIIB dans un avenir proche car le président Obama n'obtiendra vraisemblablement pas le feu vert du Congrès. Cependant, une nouvelle administration pourrait l'envisager.

Je souhaiterais juste commenter la question de M. Park concernant le levier. Il convient ici de rappeler que la Banque mondiale emprunte sur le marché mondial des capitaux et que tous ses prêts sont des fonds empruntés (sauf pour l'Association internationale de développement). Elle dispose donc d'un formidable levier. Les gouvernements

garantissent le capital, ainsi les prêts sont tous garantis. J'ignore comment l'AIIB va s'organiser au bout du compte, les discussions sont toujours en cours, mais ce type de modèle fournit un levier naturel.

Je souhaiterais aborder maintenant les perspectives de croissance de la Chine. Comme nous le savons, la croissance chinoise est passée d'un extraordinaire 9-10 % – le chiffre est controversé mais je pense que le chiffre officiel est de 9,7 % pour les trois dernières décennies – à 7 %. Pour quiconque ayant connu un environnement de croissance de 10%, un recul à 7 % ressemble à une récession. Mais ce n'est pas une récession. Bon nombre d'entre nous seraient heureux d'avoir une croissance de 7 %. Le Premier ministre chinois a appelé cela la nouvelle norme. Officiellement, la croissance se situe à environ 7 % et le Bureau national des statistiques a précisé que 6,5 % équivaut à environ 7 %, ils utilisent donc des chiffres ronds. Je pense que c'est une bonne façon de procéder et que ces chiffres sont aussi exacts qu'ils doivent l'être.

Le principal message que je tiens à faire passer est que la nouvelle norme, telle que définie actuellement, n'est en fait pas la nouvelle norme et que, pour des raisons fondamentales, la croissance chinoise va continuer à baisser au cours des dix ou vingt prochaines années. C'est du moins ainsi que je vois les choses. Le second message – et c'est très important car chaque baisse du taux de croissance fera l'objet d'une couverture médiatique négative en Chine comme à l'étranger – est que cette baisse du taux de croissance n'est pas le signe d'un échec de la politique en Chine. Il est important de comprendre cela. La croissance va certes accuser un recul, sans doute significatif, mais cela ne constitue pas un signe d'échec. Je ne dis pas que la politique menée par la Chine est parfaite et il se peut que la baisse du taux de croissance soit plus forte qu'elle ne le devrait, mais cette tendance ne signifie nullement un échec de la politique.

Pourquoi le taux de croissance va-t-il baisser ? J'ai identifié six facteurs. Je sais que ce n'est pas approprié dans une conférence parrainée par la France – je devrais m'en tenir à trois. Toutefois, ma liste comporte bel et bien six facteurs que je vais vous exposer rapidement. A mon avis, certains de ces facteurs sont aussi à l'origine de la formidable croissance de la Chine ces 30 dernières années. La Chine a connu la plus forte réduction de la pauvreté de l'histoire de l'humanité. Selon la méthode de mesure de la pauvreté, entre 400 millions et 600 millions de personnes sont sorties de la pauvreté et ont aujourd'hui de vrais choix de vie, en particulier pour leurs enfants, ou leur enfant dans le cas de la Chine, et ce pour la première fois. C'est une évolution fantastique d'un point de vue humain.

Pourquoi la croissance a-t-elle été aussi forte ? Je ne vais pas m'attarder sur le premier facteur qui est l'éducation. Dans les années 1950, la Chine a pris une décision stratégique – je ne suis pas un grand fan de Mao Zedong, mais il s'agit là de l'une des rares choses positives qu'il ait accomplies – concernant l'éducation en milieu rural où chaque paysan devait au moins savoir lire et écrire. Cette décision a eu un impact très important. La Chine continue à mettre l'accent sur l'éducation, avec des exigences plus élevées désormais, donc l'éducation ne figure pas sur ma liste des facteurs négatifs.

C'est le changement des règles d'affectation des ressources qui a eu l'impact le plus fort, la Chine est en effet passée, pour dire les choses simplement, d'un système centralisé à un système orienté marché. Nous savons par expérience, laquelle ne se limite pas à la Chine, que ce type de réforme stimule véritablement la croissance, du moins pendant un certain temps.

Le deuxième facteur concerne la diaspora. La Chine a choisi de s'isoler de l'économie mondiale dans les années 1960 et 1970. Lorsque Deng Xiaoping a commencé ses réformes et décidé de prendre part à l'économie mondiale, la Chine continentale avait une certaine méconnaissance du système économique international. Cependant, un grand nombre de personnes d'origine chinoise à Hong Kong, Taïwan, Singapour et ailleurs dans le monde connaissaient la culture et la langue chinoises et savaient comment faire des affaires avec les étrangers – les drôles d'Américains, les Européens si particuliers et les Japonais. Ils ont servi de passerelle entre la Chine continentale et le reste du monde et je pense qu'ils ont fortement contribué à impulser la croissance.

Ces deux facteurs sont toujours présents et, comme l'a dit Zhang, on peut faire encore mieux – c'est qu'il entend par « approfondir les réformes – pour changer les règles, en particulier dans les secteurs de la finance et de l'énergie où l'Etat tient encore le premier rôle. Cependant, la Chine a déjà récolté la quasi-totalité des gains de croissance issus du changement des règles. Cette source de croissance disparaît donc. Par ailleurs, les continentaux savent désormais comment faire des affaires avec les étrangers et donc la source de croissance que constituait la diaspora a disparu.

Le troisième facteur est le dividende démographique. Entre la fin des années 1980 et le pic en 2013, la Chine a connu une période d'augmentation extraordinairement rapide du pourcentage de la population en âge de travailler, selon la définition du concept « en âge de travailler ». Etant donné que les personnes étaient bien employées – et c'était le cas en Chine – ce facteur a constitué une importante source de croissance. Cette source de croissance ne va pas seulement disparaître, en fait la tendance va s'inverser. La population en âge de travailler va rester stable jusqu'en 2018 ou 2019, puis amorcera une baisse qui s'accroîtra dans la décennie suivante et dans les années 2030. Le dividende démographique va donc cesser d'être une source de croissance car la société chinoise vieillit et les Chinois quittent la vie active plus rapidement qu'ils n'y entrent. C'est la relation entre le nombre de personnes quittant la vie active et le nombre de jeunes adultes y entrant – aujourd'hui, l'entrée est retardée du fait d'une scolarisation plus longue.

Le quatrième facteur est la migration rurale-urbaine. Ce qui importe vraiment ici, ce n'est pas tant la migration rurale-urbaine que le transfert des actifs de l'agriculture vers une activité non agricole. Dans tout pays pauvre au départ, la population active se concentre essentiellement dans l'agriculture, laquelle est extrêmement inefficace du point de vue des bonnes pratiques, sinon le pays ne serait pas pauvre. Lorsque l'économie se développe et que les revenus augmentent, les actifs quittent l'agriculture pour une activité économique plus productive – l'industrie ou les services.

Dans ce domaine, la Chine a connu une incroyable évolution. En 1980, 70 % de la population active se concentraient dans le secteur agricole et au dernier recensement – j'ai toujours quelques années de retard et la situation évolue très vite – ce chiffre atteignait à peine 33 %. La population active agricole est passée de 70 % à 33 % et elle est probablement descendue à 30 % aujourd'hui car quelques années se sont écoulées depuis le dernier recensement. Ce transfert de 40 % d'une énorme population active vers des secteurs plus productifs en termes économiques est proprement stupéfiant. Dans des pays tels que la Corée et le Japon, qui sont aujourd'hui des pays riches, la population active agricole est inférieure à 10 %, et les Etats-Unis, qui produisent des excédents agricoles, ont une population active agricole inférieure à 2 %. La Chine n'a pas encore atteint ce stade ; il existe encore un certain potentiel de croissance. Celui-ci est toutefois bien moins important qu'auparavant car la plupart des personnes énergiques et dynamiques sont déjà parties. L'âge moyen des actifs qui restent dans l'agriculture a augmenté et on peut observer que ce sont les personnes les moins mobiles qui sont restées. Le potentiel de croissance est donc encore positif, mais à un niveau moindre que ces 30 dernières années.

Le cinquième facteur concerne l'investissement. La politique officielle de la Chine, approuvée par tous ceux qui la suivent de près, consiste à réduire l'investissement en faveur de la consommation publique et privée. Cela s'inscrit dans le rééquilibrage de l'économie chinoise. Toutefois, un ratio investissement-PIB moindre signifie, toutes choses étant égales par ailleurs, un taux de croissance moindre. Par ailleurs, le taux de retour sur investissement en Chine aujourd'hui est considérablement inférieur à celui d'il y a une décennie. Chose étonnante, le retour sur investissement en Chine est resté relativement élevé pendant deux décennies, en partie pour les raisons que j'ai évoquées – le dividende démographique et le transfert des actifs du secteur agricole vers d'autres secteurs. Cependant, le retour sur investissement a reculé ces dix dernières années. Par conséquent, du fait de la baisse du ratio investissement-PIB et du taux de retour sur investissement, la croissance devrait reculer.

Le dernier facteur concerne les exportations. Comme je l'ai déjà dit, la Chine était quasiment une économie fermée il y a 35 ans et ses exportations ont augmenté au taux extraordinaire de 17 % par an. Celui-ci est mesuré en dollars et prend donc en compte l'inflation mondiale. Dix-sept pour cent pendant 30 ans représente un taux de croissance incroyable pour les exportations. La Chine est aujourd'hui le plus grand pays exportateur au monde. Ce qu'un petit pays peut faire et se permettre pour accroître sa part, un grand pays – et la Chine est désormais un grand pays – ne peut pas le faire. L'époque où la part de la Chine dans le commerce international augmentait significativement est désormais révolue. Elle va reculer et nous observons d'ores et déjà ce phénomène dans les chiffres des exportations. Cela signifie qu'elle se situera au niveau du taux de croissance mondial – également mesuré en dollars – à savoir 5 % ou 6 % par an. La croissance des exportations passera donc d'un taux à 2 chiffres à environ 5-6 %.

Pour toutes ces raisons, nous allons assister à un recul significatif du taux de croissance dans les années à venir et cela aura des conséquences sur le plan international. Je ne vais pas m'attarder sur ces conséquences car vous les connaissez, mais je tiens à répéter ce que j'ai dit au début de mon intervention. Même si chaque baisse du taux de croissance fera l'objet d'une couverture médiatique négative à l'échelle mondiale, il s'agit là de facteurs



incontournables et qui ne reflètent en rien l'échec de la politique. Il est important que les Chinois et les autres le comprennent.

Merci.

PARK In-kook, président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Je pense que Mao Zedong sera extrêmement heureux d'entendre un professeur américain faire l'éloge de sa politique d'éducation rurale menée pendant 50 ans.

Richard COOPER, professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

La liste des points positifs est très courte.

PARK In-kook, président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Concernant les six facteurs que vous avez identifiés de façon si pertinente, et la question de la migration urbaine, je suis entièrement d'accord avec votre argumentation. Le taux d'urbanisation de la Chine est officiellement de 52 % - bien que j'ignore quelle est la situation rurale. Le président Xi Jinping a déclaré que l'objectif est désormais de 62 %. Ce qui signifie une hausse de 10 %. Je pense qu'il faudra encore 20 ou 30 ans, mais pendant au moins les 10 prochaines années, un développement reste possible grâce au processus d'organisation.

Richard COOPER, professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

Je peux commenter ce point et Zhang pourra éventuellement nous éclairer concernant les chiffres. J'ai insisté principalement sur la forte baisse de la population active agricole. Il s'agit là d'une question technique, mais il convient de se demander comment la Chine définit l'urbanisation. Selon ma définition, mais peut-être n'est-elle pas à jour, les villes de moins de 10 000 habitants sont considérées comme rurales et la migration que j'ai décrite concernait en grande partie des personnes quittant les fermes pour la ville. Il s'agit donc ici d'une question sémantique ou de définition.

PARK In-kook, président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Merci.